

Campagne mondiale pour l'éducation

Document d'orientation sur les domaines prioritaires du plan stratégique 2023-2027

Éducation de qualité sur le changement climatique

1. Contexte

Les catastrophes causées par le changement climatique continuent d'augmenter. En 2018, les catastrophes ont touché 68,5 millions de personnes dans le monde, avec plus de 11 000 morts, et ont généré des pertes de 132 milliards de dollars américains¹. Le coût économique associé aux catastrophes a été multiplié par 14 depuis les années 1950².

Les sécheresses deviennent plus longues et plus extrêmes dans le monde entier. Les tempêtes tropicales deviennent plus violentes en raison du réchauffement de la température de l'eau des océans, et les situations d'urgence sont plus fréquentes, comme les cyclones Idai et Freddy en Afrique, le cyclone Amphan en Inde, les vagues de chaleur meurtrières en Inde, au Pakistan et en Europe, les inondations en Asie du Sud-Est, en Amérique du Nord et en Amérique centrale, et les violentes tempêtes au Viêt Nam. Des incendies ont détruit plus de 2 millions d'hectares de forêt amazonienne et des millions de personnes ont déjà perdu leur maison, leurs moyens de subsistance et leurs proches à cause de phénomènes météorologiques extrêmes plus dangereux et plus fréquents.

Les preuves sont accablantes et les résultats sont dévastateurs :

- Le nombre de catastrophes liées au climat a triplé au cours des 30 dernières années.
- Entre 2006 et 2016, le rythme de l'élévation du niveau de la mer a été 2,5 fois plus rapide qu'il ne l'a été pendant la quasi-totalité du XXe siècle.
- Le changement climatique pousse plus de 20 millions de personnes par an à quitter leur domicile.
- Le programme de l'ONU pour l'environnement estime que l'adaptation au changement climatique et la lutte contre les dommages coûteront aux pays en développement entre 140 et 300 milliards de dollars par an d'ici à 2030.³
- Les données disponibles montrent que 93 % des pays les plus vulnérables à la crise climatique sont en situation de surendettement ou présentent un risque important de surendettement.⁴

¹ <https://www.redalyc.org/journal/3579/357965431002/html/>

² <http://portal.amelica.org/ameli/journal/18/184002/html/>

³ <https://www.oxfam.org/en/5-natural-disasters-beg-climate-action>

⁴ ActionAid. The vicious cycle. Connections between the debt crisis and climate crises. Johannesburg, 2023.

Le changement climatique est un problème mondial complexe, car il est lié à de nombreuses autres questions, telles que le développement économique et la réduction de la pauvreté⁵. Le changement climatique touche toutes les personnes et tous les environnements, mais il affecte de manière disproportionnée les pays qui ont le moins contribué à la crise climatique et ceux qui sont socialement, économiquement et politiquement les plus éloignés⁶.

Le changement climatique a un impact direct sur l'éducation. Les principaux effets du changement climatique sur l'éducation proviennent des événements météorologiques extrêmes, tels que les fortes pluies accompagnées d'inondations soudaines, de vents violents et de tempêtes de grêle, qui ont des conséquences à court et à long terme. La sécheresse et l'augmentation des températures entraînent de mauvaises récoltes et une pénurie alimentaire qui ont des répercussions négatives sur le niveau d'éducation. Les phénomènes météorologiques extrêmes réduisent les ressources en eau potable, compromettent l'assainissement et augmentent l'incidence des maladies liées au climat, telles que le paludisme et les maladies diarrhéiques, ce qui entraîne l'absentéisme et le retrait des enfants de l'école.

Outre les impacts primaires, le changement climatique a également des impacts secondaires sur l'éducation, découlant de la manière dont les ménages réagissent ou choisissent de faire face et de s'adapter au changement climatique, comme en témoignent les activités de complément de revenu des membres du ménage, les migrations et les mariages d'enfants⁷. Cela a augmenté la vulnérabilité des communautés et en particulier des systèmes éducatifs, auxquels il a imposé des coûts exorbitants. En raison de l'augmentation de la température mondiale et des dommages causés par le vent et l'élévation du niveau de la mer, le changement climatique a également mis en danger les infrastructures scolaires et communautaires, y compris les archives et les bibliothèques, grands dépositaires du savoir, de la culture et de l'histoire⁸.

Il est évident que l'éducation joue un rôle déterminant dans l'atténuation et l'adaptation au changement climatique ainsi que dans le rétablissement, la réhabilitation et la reconstruction après les catastrophes⁹. L'éducation au changement climatique est essentielle pour que les gens comprennent et traitent les impacts de la crise climatique, en leur donnant les connaissances, les compétences, les valeurs et les attitudes nécessaires pour agir en tant qu'agents du

⁵UNESCO Climate Change Initiative. Climate Change Education for Sustainable Development. Paris, 2010.

⁶ Elle "inflige en particulier des dommages disproportionnés aux personnes d'ascendance africaine, car de nombreux membres de cette communauté sont déjà victimes d'oppression sociale, politique et économique, en raison de l'héritage de l'esclavage et du colonialisme". UNFPA. <https://www.unfpa.org/publications/our-words-voices-women-african-descent-reproductive-and-climate-justice>

⁷ https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/zw/UNDP_ZW_2017ZHDR_Briefs---Climate-Change-and-Education.pdf

⁸ Vicente Aylwin, Stefani Betroni et Karlos Castilla. Impacts del cambio climático en los derechos humanos. Institut de Drets Humans de Catalunya. Barcelone, 2023, p. 65

⁹UNICEF. It is Getting Hot. Call for education systems to respond to the climate crisis. Perspectives from East Asia and the Pacific. 2019. East Asia and Pacific Regional Office-Bangkok, pp.6-7.

changement¹⁰, et ce rôle est de plus en plus présent dans les forums mondiaux, en grande partie grâce à la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. Cependant, il est également vrai que certains modèles d'éducation, en particulier, mais pas seulement les modèles occidentaux, pourraient être plutôt contre-productifs lorsqu'ils soutiennent un type de programme dans lequel les formes individualistes et excessives de consommation sont validées et stimulées, aggravant ainsi les causes du changement climatique¹¹.

Le droit international des droits de l'homme reconnaît la nécessité d'aborder la question de l'éducation dans les situations d'urgence, y compris les catastrophes provoquées par le changement climatique.

Parmi les instruments clés établissant les obligations des États en matière d'éducation dans les situations d'urgence figurent la Déclaration universelle des droits de l'homme (article 26), le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (article 18), le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (articles 13 et 14), la Convention relative aux droits de l'enfant (articles 22, 28, 29, 38 et 39), la Convention n° 169 relative aux peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants (art. 26 à 31), la Convention relative aux droits des personnes handicapées (art. 24), la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, l'Accord de Paris sur les changements climatiques et Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030.

Ce cadre juridique, non exhaustif, mais très pertinent, est complété par les orientations technico-politiques émises par le Réseau interagences pour l'éducation dans les situations d'urgence (INEE) et par le Cadre d'action d'Incheon, qui appelle directement à assurer l'équité et l'inclusion dans et par l'éducation et à surmonter toutes les formes d'exclusion et de marginalisation, y compris dans les situations d'urgence (par. 13 et 26).

L'Accord de Paris de 2015 est largement considéré comme le traité multilatéral le plus important en matière de lutte contre le changement climatique. Près de 200 pays ont ratifié ce document historique, le rendant juridiquement contraignant. Son objectif est de limiter le réchauffement climatique à 2 degrés et de poursuivre les efforts pour le limiter de 1,5 degré.

L'article 12 de l'Accord de Paris charge les parties de promouvoir la sensibilisation du public au changement climatique et à l'action climatique. Il appelle notamment les nations à "renforcer l'éducation, la formation, la sensibilisation, la participation et l'accès du public à l'information sur le climat" afin d'accroître les actions mises en œuvre dans le cadre des accords.

La sensibilisation, la réponse et l'atténuation du changement climatique devraient être fondées sur la solidarité des personnes, implicite dans l'idée de justice climatique, qui "relie les droits de

¹⁰ <https://www.unesco.org/en/climate-change/education>

¹¹ Selon l'UNICEF, le changement climatique dans les écoles est généralement marginal dans les programmes. It is Getting Hot, op cit, p.vii.

l'homme et le développement pour parvenir à une approche centrée sur l'homme, sauvegardant les droits des plus vulnérables et partageant les charges et les avantages du changement climatique et de sa résolution de manière équitable et juste"¹².

2. Le plan stratégique de la CME (2023-2027)

Alors que le monde est en passe de ne pas respecter les engagements de l'Accord de Paris et de maintenir le réchauffement climatique en dessous de +1,5°C, une action urgente visant à ralentir la progression et à atténuer l'impact de la crise climatique doit être au centre des efforts politiques de la CME. Le secteur de l'éducation a la responsabilité profonde d'utiliser le potentiel de transformation de l'éducation pour aider au développement de sociétés plus durables et plus inclusives. Le plaidoyer en faveur d'une éducation de qualité au changement climatique est donc une priorité transversale du plan stratégique de la CME. Nous pensons que les éducateurs doivent bénéficier d'une formation et de ressources adéquates pour intégrer le climat et la durabilité dans l'enseignement et l'apprentissage, notamment en mettant l'accent sur l'apprentissage tout au long de la vie et les possibilités de perfectionnement visant à soutenir le nombre croissant d'apprenants qui passent d'emplois non durables à des emplois plus écologiques. Les étudiants devraient non seulement acquérir des connaissances sur le climat à la fin de leurs études, mais aussi bénéficier d'un environnement éducatif favorable qui encourage leurs attitudes et actions transformatrices en faveur d'écosystèmes durables et sains.

Nos demandes aux gouvernements et aux décideurs à tous les niveaux sont les suivantes:

- Garantir des investissements suffisants et un accès équitable à une éducation de qualité au changement climatique (EQCC) pour tous les apprenants, dans tous les secteurs et à tous les niveaux d'enseignement.
- Faciliter le renforcement des capacités et la formation des éducateurs afin qu'ils acquièrent les compétences et les connaissances nécessaires à la mise en œuvre de l'EQCC.
- Favoriser la pensée critique, l'engagement civique et une approche multiculturelle qui reconnaissent les connaissances indigènes dans les programmes d'études de l'EQCC.
- Encourager une compréhension de l'injustice climatique qui englobe la contribution inégale des pays à la cause du changement climatique et le système de production et de consommation inéquitable et non durable qui y contribue.
- Veiller à ce que l'autonomie professionnelle et la liberté académique des enseignants et du personnel de l'enseignement supérieur soient protégées et garanties lors de l'enseignement de l'EQCC basé sur les sciences.
- Veiller à ce que les effets du changement climatique n'empêchent pas les enfants et les jeunes de jouir de leur droit à une éducation de qualité.
- Plaider pour que les pays les plus pollués contribuent proportionnellement à leurs actions au financement des investissements dans le secteur de l'éducation pour une éducation de qualité au changement climatique.

¹² Mary Robinson Foundation. The Geography of Climate Justice. 2011. Sheffield

3. Défis critiques

Nous savons que le changement climatique affecte toutes les personnes et tous les environnements. Il est évident que, parmi les causes négatives du changement climatique, le développement industriel insensible à ses effets sur l'environnement est l'une des plus contre-productives. La Chine, par exemple, génère environ 30 % de toutes les émissions mondiales et les États-Unis près de 14 %, l'Inde produit 2 654 millions de tonnes de CO₂, la Russie 1 711 millions de tonnes, le Japon 1 162 millions de tonnes et l'Allemagne 759 millions de tonnes. Ces six pays les plus pollueurs ne pourront pas atteindre la neutralité carbone uniquement en réduisant leurs émissions nationales. Ils devront compenser une grande partie de leur empreinte carbone sur les marchés internationaux du carbone¹³.

Les principaux responsables de la pollution mondiale sont tenus non seulement de réduire leurs émissions de carbone, mais aussi de compenser leur empreinte carbone en soutenant des initiatives environnementales mondiales, que tous les pays, toutes les communautés et tous les individus devraient appuyer.

Les initiatives environnementales mondiales devraient inclure une aide financière au développement, conformément au cadre d'action d'Incheon et à la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide¹⁴. Cette aide est essentielle pour répondre aux crises dans le Sud et constitue une responsabilité partagée avec les gouvernements des pays industrialisés, en particulier lorsqu'ils s'engagent à accroître l'efficacité de l'aide pour faire face aux situations complexes liées au sous-développement et à harmoniser l'aide humanitaire et l'aide à la réduction de la pauvreté et des inégalités. Le Fonds pour les pertes et dommages subis par les pays vulnérables devrait être rendu opérationnel de toute urgence dans le cadre de l'engagement des États à catalyser l'assistance économique et technique aux pays en développement qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes du changement climatique.

La réponse humanitaire aux catastrophes liées au changement climatique ne doit pas être retardée, car de nombreux cas de situations d'urgence induites par le changement climatique ont une genèse complexe qui n'est pas uniquement imputable aux pays qui la subissent. La réponse aux crises doit donc être globale, car elle est essentielle au maintien des écosystèmes et à la garantie des droits de l'homme.

Une éducation fondée sur les droits de l'homme prépare les sociétés à prévenir et à gérer les risques associés aux crises climatiques grâce à des pédagogies visant à renforcer la résilience et à répondre à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci. Par conséquent, la réponse humanitaire ne devrait pas se concentrer exclusivement sur la fourniture de nourriture et d'abris aux populations, mais également sur le renforcement des capacités de résilience en comprenant les contextes locaux, nationaux et mondiaux dans lesquels les

¹³ <https://climatetrade.com/which-countries-are-the-worlds-biggest-carbon-polluters/>

¹⁴ <https://www.oecd.org/dac/effectiveness/34580968.pdf>

situations d'urgence se produisent et en contribuant ainsi à construire des cultures de paix et les conditions pour répondre de manière proactive au développement durable. Il est urgent de promouvoir cette approche éducative dans les principaux pays pollueurs. Il s'agit d'une priorité mondiale que l'UNESCO promeut dans le programme d'éducation au changement climatique pour le développement durable¹⁵.

Ce programme utilise des approches éducatives innovantes pour aider un large public (en particulier les jeunes) à comprendre, traiter, atténuer et s'adapter aux impacts du changement climatique, encourager les changements d'attitudes et de comportements nécessaires pour mettre notre monde sur la voie d'un développement plus durable, et former une nouvelle génération de citoyens conscients du changement climatique.

4. La voie à suivre

La CME est chargée de mobiliser la société civile en faveur de l'inclusion de l'éducation climatique dans les plans d'action nationaux sur le climat, en rassemblant les meilleures pratiques sur la manière d'enseigner les sciences et l'histoire, entre autres sujets. L'objectif est de modéliser l'éducation climatique dans le cadre de l'approche globale de l'école et d'identifier les lacunes dans les modèles pédagogiques traditionnels où les connaissances indigènes et les paradigmes guidés par les élèves devraient être inclus.¹⁶

Ces actions devraient s'accompagner d'exigences politiques visant à mettre fin à toutes les formes de pollution environnementale et aux causes industrielles qui y sont associées, en particulier celles liées à l'exploitation des ressources naturelles, au commerce non durable et à la dégradation de l'environnement.

Le droit à une éducation respectueuse de l'environnement doit être revendiqué dans le contexte d'autres actions conduisant à un changement des modes de vie tout en favorisant des modèles de développement et de durabilité fondés sur l'attention, la communauté et la coopération¹⁷.

¹⁵Unesco Climate Change Initiative. Climate Change Education for Sustainable Development. Paris, 2010.

¹⁶ Torralba, Alanah, op cit, p.17

¹⁷ Cf. COP27